

Déclaration de Marie-Thérèse BODO au nom du SNUEP-FSU CT du 11 janvier 2012

Monsieur le Recteur,

Alors que Monsieur le Président de la République parle de la nécessité de former la jeunesse, la carte scolaire que vous nous proposez laisse présager le pire pour les jeunes du Limousin.

L'analyse des suppressions de postes montre que la réforme du bac 3 ans avait pour principal objectif de satisfaire aux dogmes en vigueur : la diminution du nombre de fonctionnaires et le développement de l'apprentissage. Une minute de silence ne serait pas de trop pour cet enterrement de la voie professionnelle. Nous n'acceptons pas ce funeste projet. Il est déjà difficile d'accepter la suppression de 53 postes due à la diminution du temps de formation des élèves, d'autant plus que ces suppressions sont liées à une réforme, que nous avons dénoncée et qui montre déjà ses déficiences :

- La période de formation scolaire est trop courte, les périodes en entreprises proportionnellement trop longues pour faire acquérir les mêmes connaissances et compétences
- L'opposition entre les deux objectifs essentiels de cette réforme : augmenter le niveau de qualification et réduire les sorties sans qualification engendre une fragilisation de la scolarisation des élèves les plus faibles d'autant plus que les moyens attribués à l'accompagnement personnalisé ne sont pas à la hauteur.
- La certification intermédiaire par le temps pris par le CCF diminue elle aussi le temps de formation pédagogique, elle décourage les élèves qui ont échoué sans donner à ceux qui réussissent une véritable qualification professionnelle.

Quant à « l'optimisation de la carte des formations », elle consiste surtout à fragiliser les lycées professionnels en diminuant leur offre de formations. Elles sont aussi une gabegie pour les contribuables puisqu'une bonne partie des personnels enseignants dont on aura supprimé les postes se retrouveront sans élèves : un gaspillage de compétences !

Monsieur le Recteur, vous ne laissez aucun choix aux élèves de collèges qui veulent construire un projet professionnel : les suppressions de classes de DP 6 ne donnent pas d'autre possibilité aux familles que le dispositif DIMA !

Monsieur le Recteur, vous savez très bien que les élèves de LP ne sont pas mobiles et donc qu'ils ne suivront pas les transferts sur d'autres villes. Le faire croire serait pure hypocrisie.

Vous justifiez les suppressions par les baisses d'effectifs que vous avez vous-même organisées en amont ,en limitant les capacités d'accueil ,en supprimant les sections , voire par des annonces de suppressions sur lesquelles vous êtes revenu trop tardivement ne permettant pas à l'orientation de faire son travail correctement.

Votre stratégie est nuisible pour les élèves Elle l'est également pour les enseignants qui se sont fortement investis pour la mise en place de nouveaux programmes, pour moderniser leurs méthodes pédagogiques, se reconvertir lorsque c'était nécessaire. Leur seule récompense aujourd'hui est d'être mis sur la touche et de voir leur travail et leurs compétences niés. Imaginez-vous leur désarroi ? Quelles solutions allez-vous leur proposer ?

Les enseignants de Lycée Professionnel ont choisi ce métier pour permettre aux élèves les plus fragiles de construire leur avenir personnel et professionnel. Ils ne laisseront pas détruire l'ascenseur social que constitue le Lycée Professionnel. Alors que vous dénoncez les sorties d'études sans diplômes, votre projet les organise, Alors que les entreprises ne sont pas prêtes à accueillir autant de jeunes en apprentissage, vous jetez la jeunesse dans la rue, accentuant son sentiment d'injustice.

Assumerez-vous les conséquences possibles de leur désespoir ?

· Une enquête IPSOS réalisée en novembre 2011 indique que 40 % des patrons de PME auront moins recours à l'apprentissage que l'année précédente. 4 » % ni plus, ni moins